



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction
de l'administration pénitentiaire**

Charte 
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE MARSEILLE
DEPARTEMENT DU BUDGET ET DES FINANCES
UNITE DES ACHATS ET DES MARCHES PUBLICS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES RELATIF A LA
MAINTENANCE PREVENTIVE ET CURATIVE DES ONDULEURS POUR DES
ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES DU RESSORT DE LA DISP DE MARSEILLE**

**MARCHE DE SERVICE PASSE EN
PROCEDURE ADAPTEE**

**En application des dispositions du Code de la Commande Publique issu de l'ordonnance
n°2018-1074 du 26/11/2018 et du décret n°2018-1075 du 03/12/2018**

N° DE MARCHE : DISP-25-001-OND

Table des matières

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. Objet du marché	3
1.2. Procédure.....	3
1.3. Décomposition en tranche et lots.....	3
1.4. Durée du marché ou délai d'exécution.....	3
1.5. Pièces constitutives du marché.....	4
1.6. Marchés similaires	4
ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE	4
ARTICLE 3 : AVANCE	4
ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHE	5
4.1. Caractéristiques des prix pratiqués.....	5
4.2. Révision des prix	5
4.3. Clause de sauvegarde.....	6
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	6
5.1. Présentation des demandes de paiement	6
5.2. Mode de transmission des factures dématérialisées	7
5.3. Mode de règlement	7
ARTICLE 6 : PENALITES	8
6.1. Pénalité pour retard	8
6.2. Pénalité pour non remise de documents	9
6.3. Pénalité pour indisponibilité.....	9
6.4- Pénalités pour non déclaration des salariés.....	10
ARTICLE 7 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	10
ARTICLE 8 : DROIT ET LANGUE	10
ARTICLE 9 : CLAUSES DE SECURITE APPLICABLES DANS L'ENCEINTE DE L'ETABLISSEMENT	10
ARTICLE 10 : GESTION ET SUIVI DU MARCHE	11
ARTICLE 11: RESILIATION DU MARCHE	11
ARTICLE 12 : CLAUSE DE REEXAMEN.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 13 : DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG-FCS	11
ARTICLE 14 : PROMOTION DE LA CHARTE « RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES »	11
ARTICLE 15 : DIFFERENDS.....	11

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la maintenance préventive et curative des onduleurs pour des établissements pénitentiaires du ressort de la DISP de Marseille.

Les prestations de maintenance dues par le titulaire sont de niveau 1 à 3, tant pour la maintenance préventive que pour la maintenance curative.

Les prestations du marché sont réparties en deux parties de la façon suivante :

- La partie A qui comprend les prestations de maintenance préventives : celles-ci ont pour objet de réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'une installation. Elle est financée par l'intermédiaire d'un **forfait annuel. La prestation débute dès émission d'un premier bon de commande correspondant à la part forfaitaire indiquée dans la DPGF.** Ces prestations sont traitées à prix forfaitaire.
- La partie B comprend les prestations de maintenance curative: celles-ci sont exécutées après détection d'une panne ou en prévision d'un dysfonctionnement **par l'intermédiaire de bons de commande spécifiques.**

1.2. Procédure

Pour l'ensemble des lots, ce marché est passé en procédure adaptée en application des dispositions mentionnées aux articles L2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique et des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande soumis aux dispositions des articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le titulaire de la prestation est engagé par son offre qui reste dans les archives du pouvoir adjudicateur.

Les prestations de la partie A, prestations de maintenance préventive, ne sont pas fractionnées.

Les prestations de la partie B, prestations de maintenance curative, sont fractionnées à bons de commande avec un montant maximum annuel de commande défini en valeur.

Ce montant annuel maximum de commandes est de 6 000 euros HT pour chaque lot pour toute la durée de l'accord cadre.

1.3. Décomposition en tranche et lots

Les prestations sont réparties en quatre lots. Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé.

Les soumissionnaires peuvent répondre à un ou plusieurs lots.

Intitulé du lot	Numérotation du lot
Lot n°1 : Maintenance préventive et curative des onduleurs de la SAS du Centre Pénitentiaire de Marseille	DISP-25-001
Lot n°2 : Maintenance préventive et curative des onduleurs du SPIP 13 et de ses antennes	DISP-25-002
Lot n°3 : Maintenance préventive et curative des onduleurs de la Maison d'arrêt de Nice	DISP-25-003
Lot n° 4 : Maintenance préventive et curative des onduleurs de la DI siège et de ses annexes	DISP-25-004

1.4. Durée du marché ou délai d'exécution

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification.

Il est reconductible à 3 reprises, pour une durée de 12 mois chacune, soit une durée maximale de reconduction de 36 mois par décision tacite du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

Chaque période de reconduction démarrera à la date anniversaire du marché.

Si le pouvoir adjudicateur prend la décision de ne pas reconduire le marché, il notifie au titulaire sa décision de non reconduction par écrit un mois avant la fin de la date anniversaire de la durée de validité du marché

1.5. Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement ATTRI 1, son annexe 1 « Décomposition du prix global forfaitaire », son annexe 2 « Bordereau des prix unitaires », du lot concerné ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières et ses annexes n° DISP-25-001-OND ;
- Le présent Cahier de clauses administratives particulières n° DISP-25-001-OND ;
- L'offre du titulaire.

Les pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 NOR ECOM2106868A

1.6. Marchés similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de recours à la procédure négociée sans mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord cadre, en application de l'article R.2122-4 du code de la commande publique, sous réserve que le marché correspondant soit notifié dans les trois ans à compter de la notification du marché public initial.

ARTICLE 2 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHÉ

La partie A prestations de maintenance préventive : la prestation débute à la période précisée dans le CCTP DISP-25-001-OND.

Le titulaire recevra de l'établissement concerné un bon de commande qui précisera :

- La nature des interventions demandées
- Les équipements ou installations concernées
- La date d'émission du bon
- Le n° du bon et rappel du numéro de marché
- Le numéro d'EJ CHORUS
- Le lieu précis d'exécution des interventions
- Le titre de l'opération
- Eventuellement, les sujétions particulières à l'exécution des interventions

Le Titulaire s'engage à exécuter dans le délai fixé par le bon de commande les interventions qui lui sont confiées au risque de se voir appliquer les pénalités prévues à l'article 10.1. du présent CCAP.

Le Titulaire ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande écrit, intervenu avant l'exécution

La partie B prestations de maintenance curative s'exécute au moyen de bons de commande. Ces bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins de l'établissement puis notifiés au titulaire du marché.

Les bons de commande préciseront :

- Le nom de l'établissement destinataire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le numéro d'EJ commande CHORUS/ de DA ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le lieu de l'intervention, la nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les prix unitaires et les montants HT et TTC de la commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

ARTICLE 3 : AVANCE

Sauf renoncement du titulaire mentionné à l'acte d'engagement, en application de l'article R2191-3, l'acheteur accorde une avance au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le taux de l'avance est de 30%.

ARTICLE 4 : PRIX DU MARCHÉ

4.1. Caractéristiques des prix pratiqués

Pour la partie A prestations de maintenance préventive :

Le prix des interventions préventives programmées est un prix global forfaitaire annuel indiqué dans la Décomposition du Prix Global Forfaitaire (DPGF) *Annexe 1 de l'acte d'engagement* de chacun des lots concernés.

Ce prix est réputé comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations, coût de main d'œuvre, toutes qualifications confondues, charges, accessoires, frais généraux, bénéfice, frais de déplacements.

Pour la partie B prestations de maintenance curative :

Les interventions de maintenance curative sont à prix unitaires (à bons de commande) et sont facturées par application des tarifs fixés dans le bordereau de prix joint *en annexe 2 de l'acte d'engagement* de chacun des lots concernés.

Les prestations de maintenance curative qui ne sont pas identifiées dans le tableau du bordereau de prix joint *en annexe 2 de l'acte d'engagement* de chacun des lots concernés sont facturées s'effectue en appliquant au prix d'achat le coefficient de revente renseigné par le titulaire dans ledit bordereau de prix et la main d'œuvre est facturée par application du tarif horaire proposé par le titulaire à l'annexe2 Bordereau de prix de l'acte d'engagement.

Prix de vente des fournitures détachées en euros HT = Prix d'achat * coefficient de revente du titulaire.

Ce coefficient ne pourra être supérieur à **1.25**.

Le coefficient d'entreprise reste identique en cas de reconduction du marché.

4.2. Révision des prix

Pour les parties A- Prestations de maintenance préventive- et B- Prestations de maintenance curative -, les prix sont fermes la première année du marché.

Les prix sont révisés à chaque date anniversaire du marché.

La révision se calcule par l'application de la formule de révision mentionnée ci-après.

Pour la partie A- Prestations de maintenance préventive- la révision est effectuée par application aux prix de l'ensemble des prestations de l'indice suivant :

Taux de salaire – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques, INSEE n° 001565183

et selon la formule suivante :

Formule
$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial} \times \frac{\text{indice (mois N+12)}}{\text{Indice (mois N)}}$

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Pour les prestations de maintenance curative - la révision est effectuée par application aux prix de l'ensemble des prestations de l'indice suivant :

Taux de salaire – Tous salariés – Industries mécaniques et électriques, INSEE n° 001565183

et la formule suivante :

Formule
$\text{Prix révisé} = \text{Prix initial} \times \frac{\text{indice (mois N+12)}}{\text{Indice (mois N)}}$

La révision s'opère à la hausse ou à la baisse.

Le titulaire s'engage sous peine de forclusion à notifier ses nouveaux tarifs au représentant du pouvoir adjudicateur, avec un préavis d'un mois avant sa date de mise en application, via l'adresse suivante : uamp DISP-marseille@justice.fr. A défaut de nouvelle proposition de prix, le marché se poursuit à prix identique.

A compter de la date de réception de la demande d'ajustement, le Pouvoir Adjudicateur dispose de 15 jours pour formuler ses observations et faire éventuellement jouer la clause de sauvegarde (article 6.3. du présent CCAP).

A réception de la nouvelle proposition de prix, le pouvoir adjudicateur adressera au titulaire :

- Soit un courrier acceptant la poursuite du marché sur la base des nouveaux prix
- Soit une décision de résilier le marché si la hausse des prix n'était pas compatible avec l'évolution du budget de l'établissement. Dans ce cas, la résiliation n'ouvre pas droit à indemnisation.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mai 2025, ce mois est appelé « mois zéro » (Mois N). Le mois N+12 correspond à l'indice de référence effectivement disponible sur le site de l'INSEE.

4.3. Clause de sauvegarde

Sans objet

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

5.1. Présentation des demandes de paiement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique énoncé aux articles 11 et 12 du C.C.A.G.-F.C.S.

Partie A : la présentation des demandes de paiement correspondant aux prestations de maintenance préventive sont émises à l'issue de la prestation.

Partie B : la présentation des demandes de paiement correspondant aux prestations de maintenance curative sont émises à l'issue de l'exécution de chaque bon de commande.

La facturation électronique est obligatoire sur tout le territoire national pour toutes les entreprises y compris les entreprises étrangères.

Aucune facturation « papier » ne sera autorisée et l'ensemble des opérateurs économiques devront se conformer à la facturation électronique mentionnée à ci-dessous sous peine de voir leur facture retournée et le délai de paiement interrompu.

La facturation est établie par le titulaire de l'accord-cadre à son en-tête commercial. Toute facturation par une filiale ou une unité de production est exclue, sous réserve qu'elle ne soit pas titulaire de l'accord-cadre.

Contenu de la facturation

Conformément à l'article D.2192-2 du code de la commande publique, les factures doivent comprendre obligatoirement, outre les prescriptions légales et réglementaires, les indications suivantes :

- les noms et adresses du créancier ;
- le numéro SIRET du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire (RIB ou RIP) ;
- Le nom de l'établissement à l'origine de la commande son code organisme ;
- le n° d'EJ chorus indiqué sur le bon de commande ;
- le code du service exécutant (SE) : **FAC0000013**;
- le numéro du marché ;
- le numéro et la date du bon de commande ;
- la nature des prestations effectuées ;
- la période de réalisation des prestations ;
- les quantités des prestations effectuées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le montant total hors taxes ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le montant total TTC (excepté pour les titulaires étrangers) ;
- la date de facturation ;
- le numéro de la facture ;
- La référence au 40 euros relative à l'indemnité forfaitaire pour retard de paiement ;
- **pour les factures autres que les acomptes**, il est mentionné le taux de pénalités exigible

•

Les factures ne comportant pas les indications susmentionnées ne pourront être mise en paiement et seront retournées au titulaire aux fins de mise en conformité.

5.2. Mode de transmission des factures dématérialisées

1. Utiliser le mode « portail » Chorus Pro

Le mode « portail » nécessite du fournisseur de l'Etat la saisie manuelle et non automatisée ou le dépôt des éléments de facturation sur le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

2. Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - Soit par de transfert de fichier en mode EDI Echange de données informatisées
 - Soit en utilisant des web services en mode API (Application Programming Interface)

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux » et « portail » sont disponibles à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le fournisseur peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises à l'Etat sous forme dématérialisée.

Le dépôt des éléments de facturation doit être effectué sur le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les modalités détaillées de mise en œuvre technique de la transmission des factures selon les modes « flux » et « portail » sont disponibles à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le fournisseur peut consulter à cette même adresse l'état de prise en charge de ses factures transmises à l'Etat sous forme dématérialisée

5.3. Mode de règlement

Le présent accord-cadre est financé sur le budget 2025 et suivants du Ministère de la Justice.

Le délai global de paiement est de trente (30) jours maximum, conformément à l'article L.2192-10 et R.2392-10 du code de la commande publique.

Le délai global de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement. Si celle-ci est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement part de la date d'exécution des prestations, c'est-à-dire de la date de réception de la décision d'admission. Le délai global de paiement expire à la date de règlement par le comptable public.

Conformément à l'article R.2392-10 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et ouvre droit au bénéfice du titulaire au versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, du code de la commande publique, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus (article L.2192-13 du code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage, conformément à l'article R.2392-10 du code de la commande publique.

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 € en exécution de l'article D.2392-11 du code de la commande publique.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante ou au comptable public au sens du décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

Les paiements seront effectués après l'admission des prestations.

Le comptable assignataire des paiements est :

**Monsieur Le Directeur Régional des Finances Publiques de Provence-Alpes-Côte d'Azur
et du Département des bouches du Rhône**

DRFIP PACA
16 Rue Borde
13357 MARSEILLE CEDEX 20

ARTICLE 6 : PENALITES

Les pénalités prévues aux articles 6.1, 6.2, sont cumulables entre elles et sont dues quel que soit leur montant. Une fois le montant des pénalités déterminé, elles sont déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC. Les décomptes de pénalités seront notifiés de façon expresse au titulaire.

6.1. Pénalité pour retard

Le présent article déroge aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS et de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant n'excède pas 300 euros.

6.1.1 – Pénalité pour retard dans la visite de maintenance préventive

Elle est mise en œuvre en cas de non-respect de la date fixée pour la maintenance préventive.

Dans le cadre de la maintenance préventive, si l'intervention ne peut intervenir aux dates fixées d'un commun accord, le Titulaire devra avertir le pouvoir adjudicateur 8 jours au préalable et fixer une autre date pour ne pas se voir appliquer les pénalités du présent article. Si cette nouvelle date n'est pas respectée les pénalités s'appliqueront systématiquement. Si le titulaire, ne peut intervenir pour des raisons liées au pouvoir adjudicateur, une nouvelle date sera convenue entre les deux parties, et aucune pénalité ne s'appliquera.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 100$$

P= montant de la pénalité ;

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution rend l'ensemble inutilisable ;

R= le nombre de jours de retard (maintenance préventive).

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision.

Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

6. 1.2 – Pénalité pour retard d'intervention dans la maintenance curative

Dans le cadre de la maintenance curative, le non-respect du délai d'intervention prévu à l'article 5.2. du CCTP, fera l'objet de pénalités comme suit :

- une pénalité forfaitaire de 15 € TTC par heure ouvrable de retard sera appliquée dès lors que le délai d'intervention prévu est dépassé. Dans le cas où le Titulaire intervient dans la journée mais après dépassement du délai prévu, la même pénalité est appliquée.

6. 1. 3 – Pénalité pour retard dans la production d'un devis

Le non-respect du délai de production de devis défini à l'article 5.4 du CCTP fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 50 € TTC par jour ouvrable de retard.

Le délai commencera à courir le lendemain du jour où prendra fin le délai maximum de réception du devis et prendra fin le jour où le devis sera réceptionné par l'établissement pénitentiaire concerné.

6. 1. 4 – Pénalité pour retard dans le délai de dépannage et/ou de prise de mesures conservatoires-palliatives

Le non-respect du délai de remise en fonctionnement, même provisoire, de l'installation de 48 heures défini à l'article 5.3. du CCTP fera l'objet d'une pénalité forfaitaire calculée comme suit :

- une pénalité forfaitaire de 30 € TTC sera appliquée dès lors que le délai d'intervention prévu est dépassé. Dans le cas où le Titulaire intervient dans la journée mais après dépassement du délai prévu, la même pénalité est appliquée.
- une pénalité forfaitaire de 50 € TTC sera appliquée par jour de retard à compter du lendemain du jour où prend fin le délai maximum de remise en fonctionnement. Le délai prendra fin le jour où l'installation sera remise en état de marche même en mode dégradé.

6. 1. 5 – Pénalité pour retard de réparation définitive

Le non-respect du délai de réparation définitive défini à l'article 5.3. du CCTP fera l'objet d'une pénalité calculée de la manière suivante :

$$P = V * R / 100 :$$

P= montant de la pénalité ;

V= la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution rend l'ensemble inutilisable ;

R= le nombre de jours de retard

Le délai commencera à courir le lendemain du jour où prendra fin le délai maximum fixé pour les réparations et prendra fin le jour où les réparations seront effectuées.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché actualisé ou révisé TTC.

6.2. Pénalité pour non remise de documents

La non remise du (des) rapport (s) d'intervention préventifs ou curatifs prévu aux articles 6.1 du CCTP et du rapport annuel prévu à l'article 7 du CCTP : 50 € TTC par jour ouvrable de retard.

6.3. Pénalité pour indisponibilité

Un matériel est indisponible lorsque, indépendamment du pouvoir adjudicateur et en dehors des travaux d'entretien préventif, son usage est rendu impossible soit par le fonctionnement défectueux d'un organe ou dispositif ou d'une fonctionnalité qui est incluse, soit en raison de l'indisponibilité d'un autre élément du matériel auquel il est lié par des connexions fournies et entretenues par le titulaire et auquel il est soumis pour l'exécution du travail en cours, au moment de l'incident.

Les articles 14.2.1 à 14.2.4 du CCAG-FCS s'appliquent.

Sauf cas de force majeure, lorsque la durée d'indisponibilité observée dépasse les seuils ci-après, le titulaire est soumis à des pénalités. Par dérogation au paragraphe 2 de l'article 14.2.5, ces seuils sont fixés comme suit :

- cinq (5) jours calendaires pour une maintenance sur le site ou chez le titulaire,
- quinze (15) jours consécutifs en cas d'approvisionnement de pièces nécessaires à la réparation.

Les pénalités prévues s'appliquent selon la formule énoncée au paragraphe 3 de l'article 14.2.5 du CCAG-FCS.

6.4- Pénalités pour non déclaration des salariés

Le titulaire du marché est tenu de s'acquitter des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du code du travail. A cet effet, il produit tous les 6 mois et pendant toute la durée du marché, la déclaration prévue aux termes de l'article 51 du décret n° 2016-360 relatif aux marchés publics. A défaut et en cas de constat de toute situation délictuelle relative au travail dissimulé, en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 et de l'article L 8222-6 du code du travail, le pouvoir adjudicateur lui adresse une mise en demeure à laquelle le titulaire du marché répond dans un délai de 15 jours francs à compter de la réception du courrier. En l'absence de réponse ou en l'absence de correction des irrégularités signalées, le titulaire encourt une pénalité de 10% du montant HT du marché dans la limite des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché pour faute du titulaire.

ARTICLE 7 : EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas de défaillance du titulaire à exécuter les prestations objet du marché, le Pouvoir Adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du marché, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

ARTICLE 8 : DROIT ET LANGUE

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Marseille est compétent.

Tribunal Administratif de Marseille

22-24 rue de BRETEUIL

13006 Marseille

tel. 04 91 13 48 13

fax. 04 91 81 13 87

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

ARTICLE 9 : CLAUSES DE SECURITE APPLICABLES DANS L'ENCEINTE DE L'ETABLISSEMENT

- Dès notification du marché, le titulaire devra fournir une photocopie recto/verso de la pièce d'identité, une preuve filiale ainsi que deux photos d'identité de chaque intervenant afin d'obtenir l'extrait B2 du casier judiciaire. A défaut de présentation de ces documents, les intervenants ne pourront accéder aux établissements.
- Toute personne entrant dans l'établissement sera contrôlée à l'aide d'un détecteur manuel et ses effets (sacs, pochettes...) seront passés dans un tunnel d'inspection (tunnel X) et/ou seront ouverts, aux fins de vérification.
- Toute personne entrant dans l'établissement est tenue de respecter scrupuleusement les articles du Code de Procédure Pénale suivants : articles D 220, D 274, D 277 et D 278.
- Aucune photographie de l'intérieur de l'établissement ne peut être effectuée ; il en est de même de tout croquis, prise de vue ou enregistrement sonore se rapportant à la détention (article D 277 du CPP).
- Tous moyens de communication par liaisons hertziennes (téléphone portable, talkie-walkie) sont absolument interdits dans l'enceinte de l'établissement.
- L'entrée ou la sortie de sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques doit être expressément autorisée par le chef d'établissement et être soumis au contrôle de l'administration.
- Le non-respect de ces dispositions entraîne la communication de l'infraction à l'autorité judiciaire en vue de l'application éventuelle des poursuites légales prévues à l'article 248 du Code Pénal (article D 274 du CPP).
- La sortie des écrits faits par un détenu en vue de leur publication ou de leur divulgation, sous quelque forme que ce soit, ne peut être autorisée que par décision ministérielle (article D 430 du CPP).

- Il est interdit aux personnes ayant accès dans la détention de recevoir, des détenus ou des personnes agissant pour eux, aucun don ou avantage quelconque, de se charger pour eux d'aucune commission ou d'acheter ou vendre quoi que ce soit pour le compte de ceux-ci, de faciliter ou de tolérer toute transmission de correspondance, tous moyens de communication irrégulière des détenus entre eux ou avec le dehors, ainsi que toutes attributions d'objets quelconques (article D 220 du CPP).

ARTICLE 10 : GESTION ET SUIVI DU MARCHÉ

L'interlocuteur privilégié du marché pour les révisions de prix, les reconductions, les questions d'ordres administratives est :

DISP de Marseille
Département du budget et des finances
Unité des Achats et marchés publics
4, traverse de Rabat
BP 121
13277 Marseille Cedex 09
Email : uamp.disp-marseille@justice.fr

ARTICLE 11: RESILIATION DU MARCHÉ

Les articles 38 à 43 du CCAG/FCS sont applicables.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40 du CCAG/FCS, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG/FCS, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG/FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS.

Le non-respect des clauses particulières d'intervention à l'intérieur des établissements pénitentiaires telles que décrites l'article 13 du présent CCAP entraîneront la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 12 : DEROGATIONS AUX DISPOSITIONS DU CCAG-FCS

Les dispositions de l'article 6 du présent CCAP dérogent aux dispositions des articles 14-1, 14.1.3 et 14-2-5 du CCAG-FCS.

ARTICLE 13 : PROMOTION DE LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

- à s'intéresser au parcours national des achats responsables,
- à construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées,
- au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement,
- à s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

À cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière, et notamment :

- la signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »,
- l'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR),
- et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet : <http://www.rfar.fr>

ARTICLE 14 : DIFFERENDS

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent contrat ou à l'exécution des prestations.

1/ Principes communs au règlement amiable des différends

- **Rappels quant aux processus de règlement amiable des différends**

La médiation ou la conciliation par le Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics sont des processus de règlement amiable des différends. Leur recours vise notamment à favoriser une solution rapide et pérenne aux problèmes rencontrés, et participe à l'objectif de préserver la relation future du ministère avec ses fournisseurs.

À ce titre, chaque partie reste libre de quitter à tout moment le processus.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

- **Suspension des délais de recours contentieux et de prescriptions**

Conformément au code de justice administrative, les délais de recours contentieux sont interrompus et les prescriptions sont suspendues à compter de la date d'acceptation des deux parties indiquées dans le courriel d'ouverture qui leur est envoyé par le médiateur « Relations fournisseurs » ou de la date de saisine du Comité consultatif du règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics.

Ces démarches interrompent les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise après la tentative de règlement amiable, ou de la constatation de l'échec de la démarche.

- **Confidentialité**

Sauf accord des parties, et exceptions prévues par le code de la justice administrative, la médiation ou la conciliation par le Comité sont soumises au principe de confidentialité. Ce principe vise à favoriser les échanges via la libération de la parole, l'émergence de nouvelles idées ou la clarification de situations.

Aussi, les constatations et les déclarations des parties recueillies dans le cadre du règlement amiable doivent rester confidentielles.

Ce principe de confidentialité ne s'applique pas aux pièces, documents et déclarations qui sont connus des parties et préexistent à la démarche, sans préjudice des mentions de protection qui peuvent les concerner.

2/ Possibilité de saisir le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs

Lorsque l'acheteur et le titulaire ne parviennent pas à régler le différend à l'issue d'une procédure de réclamation, ils privilégient, avant toute saisine de la juridiction compétente, le recours à la conciliation ou à la médiation. Le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs, dont l'indépendance est garantie par le fait qu'il n'intervient dans aucune phase de la commande publique, peut être saisi par mail à l'adresse suivante :

mediateur-fournisseurs@justice.gouv.fr

ou par courrier recommandé avec avis de réception à :

Monsieur le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs 13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Par ailleurs, le médiateur pour les relations entre le ministère de la justice et ses fournisseurs peut être consulté par téléphone au 06 77 62 09 60.

ATTENTION : le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs n'intervient que pour les différends entre le(s) titulaire(s) du marché et le ministère.

- **Modalités de saisine du médiateur « Relations fournisseurs »**

La saisine du médiateur pour les relations entre le Ministère de la Justice et ses fournisseurs doit comporter :

- le nom de l'entreprise à l'origine de la demande,
- son numéro de SIRET,
- l'objet du marché et, le cas échéant, du ou des bon(s) de commande concerné(s),
- l'objet de sa sollicitation,
- le service concerné au sein du ministère de la Justice,
- les coordonnées mail et téléphoniques de la personne pouvant être contactée au sein de l'entreprise.

Le médiateur pour les relations entre le Ministère de la Justice et ses fournisseurs se prononce sur l'éligibilité de la demande et informe en retour la partie demanderesse dans les meilleurs délais.

Dès lors que la demande d'une partie est estimée éligible, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs sollicite l'avis de l'autre partie. Si les deux parties acceptent l'entrée en médiation, le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs envoie un courriel d'ouverture aux deux parties, précisant la date d'acceptation des parties.

Cette date constitue l'entrée en médiation et fixe la date de la première réunion.

Le recours au service de la médiation est entièrement gratuit.

- **Durée de la médiation**

Les parties décident de fixer un délai de médiation, dans la limite de 6 mois maximum à compter de la date d'entrée en médiation.

La date d'entrée en médiation est celle précisée par le médiateur pour les relations entre le ministère de la Justice et ses fournisseurs dans son courriel d'ouverture attestant l'acceptation des parties d'entrer dans la démarche. À défaut, elle correspond à la date de la première réunion de médiation, conformément à l'article L. 213-6 du code de justice administrative.

3/ Possibilité de recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ou au Médiateur des entreprises

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au Comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent ou au Médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est :

Direction des affaires juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau économie, statistiques et techniques de l'achat public
1C - Bâtiment Condorcet
6, rue Louise Weiss - Télédocus 353
75703 PARIS Cedex 13

ARTICLE 15 : CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, en cas de nécessité opérationnelle et/ou d'adaptation à une situation de crise, le marché pourra être modifié, quel qu'en soit le montant.

- Modifications internes concernant le titulaire :

Le marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par l'acheteur au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances telles que :

1/Changement de dénomination sociale du titulaire,

Changement de coordonnées bancaires du titulaire. Le nouveau RIB annule et remplace le précédent RIB et devient contractuel,

2/Changement d'adresse et/ou de numéro de siret.

- Disparition d'indices

En cas de disparition d'un indice d'actualisation de prix, dans le cas où aucun indice de substitution n'est préconisé, un nouvel indice est choisi par la personne publique avec l'accord du titulaire et par échanges écrits.

En cas de suppression d'un indice d'actualisation de prix, l'indice de substitution préconisé sera appliqué.

- Prestations supplémentaires devenues nécessaires

En application des articles R-2194-2 et R-2194-3 si des prestations supplémentaires sont devenues nécessaires pour l'exécution du marché ce dernier pourra être modifié en conséquence.

- Evolution du parc des équipements à maintenir : ajout et/ou retrait d'appareils.